

Ensemble

Presse coopérative et indépendante

www.journalensemble.coop

Vol. 03, N° 012 • Novembre 2012

Canada Post Publication n° 42412516

Sommet international des coopératives Québec 2012

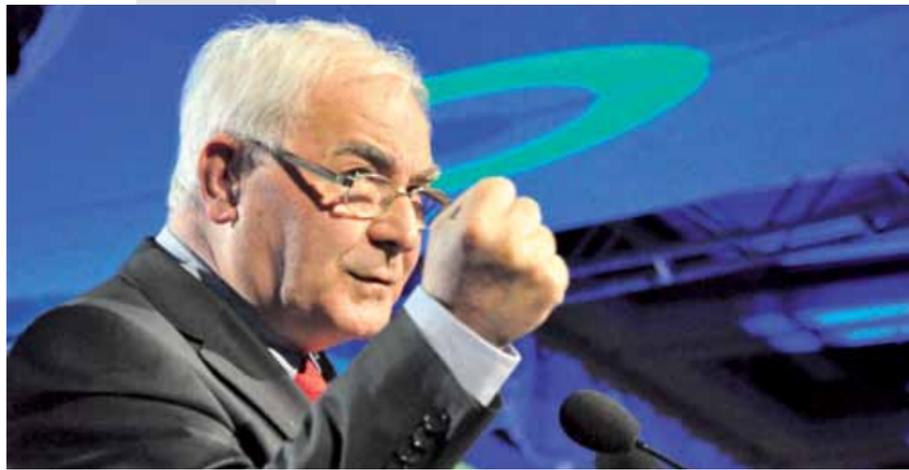
20 000 exemplaires distribués dans toutes les coopératives et les Caisses Desjardins du Québec
Abonnez-vous pour recevoir toutes les éditions mensuelles.



Riccardo Petrella met au défi le mouvement coop

Un pacte pour la vie

Quand Riccardo Petrella observe la crise économique mondiale, il ne voit pas qu'un système à la déroute. Il voit un monde décimé par le capitalisme sauvage. C'est pourtant dans cette crise qu'il voit l'occasion de changer la façon d'aborder l'économie, vers une économie de coopération.



Les multinationales préfèrent l'absence de règles et d'institutions mondiales, et les États sont incapables d'en établir, alors que le laisser-faire menace la vie de l'humanité et de la planète, s'inquiète Riccardo Petrella, conférencier d'ouverture au Sommet international des coopératives de Québec 2012. Il met donc au défi le mouvement coopératif « d'organiser le devenir de notre société mondiale sur la base d'un pacte coopératif mondial, fondé sur la reconnaissance de l'imprescriptibilité, de l'indivisibilité, de l'universalité du droit à la vie et de l'éternité de la vie sur la planète. »
Photo: Nicolas Falcimagne

« Je crois que le pouvoir étonnant des coopératives est dans sa capacité prophétique, quand des gens se mettent ensemble pour partager, pour changer le présent, pour donner davantage de justice, d'amitié, d'amour en action qu'on fait – ça c'est un pouvoir terrible », s'est exclamé M. Petrella. L'auteur, militant et chercheur en sciences politiques prenait la parole à l'ouverture du premier Sommet international sur les coopératives, tenu à Québec en octobre. Le sévère critique de la mondialisation et professeur à l'Université de Louvain était dans son élément, abordant le pouvoir des coopératives de changer l'économie mondiale devant quelques 1 800 délégués.

Tim McSorley

Sa théorie : les valeurs coopératives – adhésion volontaire et ouverte à tous, pouvoir démocratique exercé par les membres, participation économique des membres,

SUITE EN PAGE 5

Pacte

Supplément bilingue - Café Cambio, worker co-operative, Chicoutimi

Haiti Rises in a Cup of Coffee Near You

You'll have to tread off the beaten track to find Guylaine Pelletier and Genevieve Demers, co-founders of Café Cambio in Chicoutimi. For the last seven years, the micro-roasting house has breathed life to Racine Street, one of Chicoutimi's main drags, all the while invigorating international fair-trade and cooperative commerce. Here's a double shot, espresso-paced portrait of the business.

Cécile Hauchecorne

Originally from the Montreal area, the two co-owners did a mini-tour of Quebec in 2004 on their search for the ideal location to launch their project. The quest brought them from the Bas-du-Fleuve, to the Abitibi region.

"Racine Street, in downtown Chicoutimi, with its numerous shops for rent, immediately interested us," says Pelletier. "And there was no fair trade micro-roasting house. With the university and the CEGEP, we knew we had our target market of 25-35 year olds."

While Racine Road may have looked like the end of the road at the time, the two young

women took the challenge head on and haven't looked back since.

A MISSION IN EDUCATION

"We wanted to install ourselves outside of Montreal, in a town where fair-trade commerce wasn't well known. We wanted to sensitize the maximum number of people to responsible and local patterns of consumption," says Demers, who has just returned from a year in Haiti, where she was working voluntarily with coffee producers.

Since opening the café, Cambio has organized theme nights, had gallery expositions and held concerts, all the while distributing locally produced goods. And since they've opened, it might not be a coincidence that Racine Street has seen its own resurgence. There's a new vitality in Chicoutimi, with a number of new businesses and restaurants having taken root.

AUDACITY

"You can let a roasting house along. But a



Genevieve Demers and Guylaine Pelletier at the launch of their Haitian coffee importing project.
Photo: Café Cambio

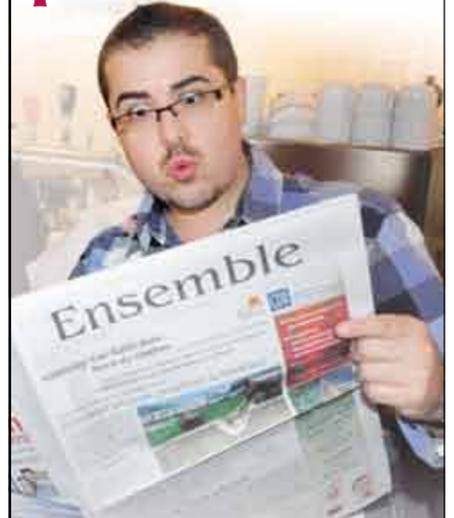
restaurant, to make it work, is an enormous amount of energy. And you can't let up! This wound up actually hampering the development of the roasting house," says Demers, who has managed Cambio for the past five years. "Now that our name is made, and the restaurant has a loyal customer base, we can get back to our original goals; to roast good coffee, to return to the world of coffee, and go meet the producers!"

SUITE EN PAGE 10

Coffee

Supplément bilingue

C'est votre abonnement qui rend possible



le Journal Ensemble!

Abonnement papier : 100\$*



Abonnement courriel (PDF) : 45\$*

* Incluant les parts sociales de 20\$ et le rabais prévente

Informations pour vous abonner à l'endos



Adhésion et abonnement en ligne
coop@journalensemble.coop



desjardins.com/zoomcoop ou facebook.com/desjardins

PARTEZ À LA DÉCOUVERTE VIRTUELLE D'ENTREPRISES COOPÉRATIVES D'ICI ET D'AILLEURS.

Grâce à votre participation, trois organismes se partageront une bourse de 30 000 \$!



1104M1-12

Entrevue

Suzanne Gendron, responsable du Sommet



Suzanne Gendron, vice-présidente Soutien à la présidence et à la direction du Mouvement Desjardins, et responsable du Sommet international des coopératives de Québec 2012. Photo : Nicolas Falcimaigne

Suzanne Gendron est vice-présidente Soutien à la présidence et à la direction du Mouvement Desjardins, et responsable du Sommet international des coopératives de Québec 2012. Alors même que les derniers conférenciers captivaient encore leur auditoire, le 11 octobre dernier en après-midi au Centre des congrès de Québec, elle a accepté de confier ses impressions au journal Ensemble.

Nicolas Falcimaigne

« Entendre les commentaires des gens et voir le réseautage qui se fait, c'est pour moi l'aboutissement d'un immense travail d'équipe », souligne d'entrée de jeu celle qui a orchestré le Sommet. Avec les partenaires coopératifs qui ont contribué dès le début, en argent, en temps, en

réseautage et en énergie, « ce sont des milliers de personnes qui ont permis la création du Sommet. »

Le grand message à retenir des nombreux échanges, selon Suzanne Gendron, c'est « l'importance de faire connaître notre modèle, de faire en sorte que nos gouvernements, les autorités réglementaires, les grands influenceurs politiques, comprennent qui nous sommes, nos spécificités, notre contribution, et que cela se reflète dans les décisions qu'ils prennent. »

Il faut aussi donner les outils aux coopératives pour qu'elles se développent, au moins les mêmes avantages que ceux dont bénéficient les promoteurs de projets privés. « On ne peut pas devoir se transformer en entreprise capitaliste pour avoir accès aux mêmes règles du jeu », s'indigne-t-elle.

Un autre grand enjeu à retenir, c'est l'enseignement, dans les écoles de gestion. « J'ai fait mes études en droit, j'ai fait mon MBA en finance, j'ai eu un seul cours sur les coopératives, et c'était un dirigeant de Desjardins qui donnait le cours. On est au Québec, où le mouvement coopératif a été créé pour l'Amérique du Nord, où une grande partie de notre économie est basée sur les coopératives et on ne l'enseigne pas, déplore-t-elle. »

C'est auprès des jeunes que Suzanne Gendron a trouvé son coup de cœur. « Il faut leur montrer le modèle, il faut les écouter également. Je m'occupais des jeunes leaders tous les matins et je suis sortie de là avec des rêves ! Ça nous prend cette influence des jeunes de façon continue. Des jeunes qui y croient, il y en a plein, il faut qu'il y en ait plus, et il faut que nous on les intègre dans nos façons de faire. »

Coopératives de crédit fédérales

Un nouveau cadre canadien qui ne fait pas l'unanimité

Le projet de loi C-9 a été adopté par la Chambre des communes en juin 2010. On y trouvait certaines modifications à la Loi sur les banques qui permettront bientôt aux coopératives de crédit canadiennes qui le souhaitent d'adopter une charte fédérale. Alors que le nouveau cadre législatif devrait être mis en œuvre peu et que plusieurs crédit unions de l'Ouest canadien ont déjà exprimé leur désir d'y adhérer, des voix s'élèvent dans le monde coopératif pour dénoncer ces mesures qui risquent, selon certains, de dénaturer les principes de la coopération.

Charles Lavolette

Au mois de juillet dernier, le ministre des Finances Jim Flaherty a présenté un ensemble de projets de règlements qui visent à mettre en œuvre le cadre législatif qui régira les coopératives de crédit fédérales. Depuis l'adoption du projet de loi C-9, on sait que le gouvernement fédéral souhaite assouplir le cadre dans lequel évoluent actuellement les coopératives de crédit. Les nouvelles entités créées seraient soumises à la Loi canadienne sur les banques plutôt qu'aux lois provinciales. Elles auraient entre autres la possibilité d'intégrer des actionnaires dans leur structure et d'émettre ainsi des actions en plus des parts aux membres. Jusqu'à 20 % des sièges au conseil d'administration pourraient être réservés à ces actionnaires privés. Les coopératives de crédit fédérales auraient aussi la possibilité d'étendre leurs activités à l'ensemble du Canada.

Ayant remis son rapport en septembre, le Comité spécial sur les coopératives, qui a siégé cet été à Ottawa, ne remet pas en question les orientations qui ont été énoncées par rapport aux coopératives de crédit.

Au Canada anglais, les nouvelles dispositions semblent recevoir un bon accueil, comme en témoigne l'appui de la Credit Union Central of Canada qui représente 368 coopératives de crédit opérant en dehors du Québec. Par communiqué de presse, Gary Rogers, un vice-président de l'organisme, a affirmé cet été qu'il voyait dans cette réglementation « un autre pas qui permettra aux crédit unions de choisir une nouvelle option pour aborder les opportunités de croissance et améliorer le service aux membres ».

ON SONNE L'ALARME

Si les changements ont été salués autant en Ontario que dans l'Ouest canadien, plusieurs témoins du mouvement coopératif ont un avis différent sur la chose. Ancien président du Mouvement Desjardins et du Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires (MÉDAC), Claude Béland est allé présenter ses doléances au Sénat en 2010 et a répété ses objections lors d'une conférence prononcée à Alma le 27 septembre dernier. Il met en garde contre ce « système hybride » où une classe d'investisseurs non membres auraient la possibilité de désigner jusqu'à 20 % des membres du conseil d'administration.

Il appelle le mouvement coopératif à « respecter l'orthodoxie » et refuse de qualifier de coopératives les futures entités de crédit fédérales. « S'il y a des crédit unions de l'Ouest qui souhaitent être des quasi-banques, qu'ils le fassent s'ils le souhaitent mais qu'ils ne s'appellent pas des coopératives, qu'ils ne viennent pas mêler les cartes », a-t-il plaidé, ajoutant que « pour que le mouvement coopératif devienne puissant, il faut absolument que tous nos coopérateurs s'entendent sur les mêmes principes essentiels ».

Vice-président pour l'Europe de l'Alliance coopérative internationale, Felice Scalvini a commenté les nouvelles dispositions légales lors de son passage à Québec dans le cadre du Sommet international des coopératives. « L'expérience de prévoir des actionnaires à côté des membres des coopératives a des précédents dans les législations de plusieurs pays dans le monde, y compris l'Italie d'où je viens, dit-il. Selon lui, le succès de ces instruments s'est révélé plutôt limité. » Il souligne également certains « problèmes qu'ils peuvent avoir en regard à l'intégrité coopérative des entreprises concernées ».

Soutenant que « l'entreprise coopérative est structurellement allergique au capital de risque qui ne provient pas des membres ou des organisations ou structures financières créées par les mêmes organisations coopératives », M. Scalvini affirme que les dispositions concernant les coopératives fédérales de crédit « n'auront pas le succès imaginé ».

PAS UNE OPTION POUR DESJARDINS

De son côté, le Mouvement Desjardins a déjà affirmé ne pas considérer actuellement l'obtention d'une charte fédérale pour étendre son réseau de caisses à l'ensemble du pays. D'ailleurs, Desjardins est déjà présent dans le reste du Canada par le biais d'un réseau de filiales qui œuvrent entre autres dans les domaines des valeurs mobilières et de l'assurance.

Répondant aux questions d'Ensemble, André Chapleau, porte-parole du Mouvement, soutient que Desjardins est « pleinement satisfait de l'encadrement réglementaire et législatif québécois ». « Il n'est pas question [d'obtenir une charte fédérale] et il n'en a même jamais été question, au conseil d'administration ou ailleurs », ajoute-t-il.

« Ce qu'on a constaté, c'est que ce n'était pas adapté à notre nature et à notre réalité, au Mouvement Desjardins. Ce qui a été introduit dans la Loi sur les banques, ça répond à des demandes surtout des crédit unions de l'Ouest canadien qui souhaitent élargir leur zone d'exploitation », explique M. Chapleau.

Déplorant que les nouvelles dispositions « ne reconnaissent pas le concept de fédération », André Chapleau ajoute que Desjardins « n'est pas à l'aise » face à la possibilité qu'auraient d'éventuelles coopératives de crédit fédérales de se démutualiser suite à une résolution extraordinaire de leurs membres. « On n'est pas à l'aise avec ça, parce qu'au Mouvement Desjardins, on dit souvent que les réserves sont impartageables. »



Le nouveau cadre fédéral peut occasionner des « problèmes en regard à l'intégrité coopérative des entreprises concernées », affirme Felice Scalvini, Vice-président pour l'Europe de l'Alliance coopérative internationale, interrogé en marge de sa participation au Sommet international des coopératives. Photo : Nicolas Falcimaigne



De Gaspé à Val-D'Or
De Gatineau à Sept-Îles...

Plus de 17 M\$ d'investissements dans les coopératives
Des produits financiers adaptés à vos besoins

Aide technique
Prédémarrage
Prêt de capitalisation

Capital patient
Sans exigence de remboursement de capital avant 15 ans

RISQ
RESSORT D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC
www.fonds-risq.qc.ca
1 855 388-2355

fiducie
du Chantier de l'économie sociale
www.fiducieduchantier.qc.ca
1 877 350-0992 | 514 256 0992

DE L'IDÉE À L'ACTION...
LES OUTILS FINANCIERS
DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le ministre des Transports ouvert au monorail coopératif

Citoyens à grande vitesse

Le 14 novembre dernier, Jean-Paul Marchand, ancien député de Québec-Est et coordonnateur de TrensQuébec, l'organisme à but non lucratif promoteur du projet de monorail, faisait état d'un soutien de « plus de 40 500 personnes de partout au Québec » qui ont voté sur le site internet. Ce projet de « Transport Rapide Électrique National Suspendu » (TRENS) est décrit dans un rapport détaillé, publié par l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) en hiver 2011, pour en démontrer

la faisabilité et la pertinence. Le journal Ensemble a consacré un dossier au projet en septembre 2011 (<http://s.coop/kn5b>).

Nicolas Falcimaigne

D'autres personnalités publiques ont commencé à s'associer au projet, notamment Claude Béland, ex-président du Mouvement Desjardins (1987-2000), qui souhaite que ce train emprunte la voie coopérative. À l'occasion du Sommet international des

coopératives, Claude Béland et Jean-Paul Marchand ont accordé une entrevue vidéo au journal sur l'évolution du projet.

COOPÉRATIVE À GRANDE VITESSE

Faire du projet une « Coopérative nationale de transport », c'était déjà l'objectif de Jean-Paul Marchand : « on est rendu à un point dans le monde où il faut développer des alternatives, s'exclame-t-il. Et voilà un exemple que nous, au Québec, on va pouvoir livrer au monde. On va démontrer qu'une grosse organisation comme ça, qui vend des transports partout dans le monde, c'est une coopérative. Ça va fortifier l'idée. »

Pour M. Béland, l'enjeu est surtout de s'assurer que le monorail reste sous le contrôle et la propriété des citoyens québécois. Il évoque le risque de répéter « ce qui s'est passé dans le pétrole, sur l'île d'Anticosti [où les droits pétroliers détenus par l'État sont passés au privé après que la prospection assumée par l'État ait confirmé le potentiel d'exploitation] : dès que ça sent l'argent, il y a des intérêts qui s'éveillent ».

DES MINISTRES FAVORABLES

Dans un récent message aux abonnés, M. Marchand rapportait avoir rencontré Investissement Québec au mois d'octobre pour préciser le montage financier, et affirmait bénéficier de l'appui de « plusieurs ministres favorables au TrensQuébec ». Le nouveau ministre de l'Environnement, Daniel Breton, était déjà commis sur la question l'an dernier, alors qu'il était encore à la tête de Maîtres chez nous 21e siècle (MCN21) : « plutôt que de gaspiller notre électricité à la vendre à perte aux Américains, disait-il, on est aussi bien de la mettre dans des monorails, dans des véhicules électriques, dans le transport collectif électrique. »

Croisé après son intervention au Sommet international, son collègue des Transports Sylvain Gaudreault confirme cet « engagement très très clair pour l'indépendance énergétique du Québec ». Sans toutefois appliquer précisément cet engagement au monorail, il affirme « qu'il faut envisager tous les modes de transport qui vont dans ce sens-là, qui vont soutenir l'indépendance énergétique du Québec, briser notre dépendance à l'égard du pétrole. Dans ce sens-là, le monorail s'inscrit dans cette logique-là ».

Questionné sur la pertinence de la formule



Interrogé à la sortie de la table ronde sur l'influence sociopolitique mondiale des coopératives, Sylvain Gaudreault, ministre des Transports, des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a confirmé son ouverture au projet de monorail coopératif, dans une perspective d'indépendance énergétique et de développement régional. Photo : Nicolas Falcimaigne

coopérative pour un tel grand projet, le ministre Gaudreault confirme que « le modèle coopératif au Québec est tellement présent, tellement important, qu'il faut l'envisager sous l'angle de l'occupation du territoire. Le monorail va dans cet esprit-là aussi. Comme ministre des Transports, et ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, j'ai une ouverture pour entendre ça et l'inscrire dans une perspective d'indépendance énergétique. »

La prochaine étape du projet, devant mener à la constitution de la coopérative, ou même de coopératives régionales, à l'écriture d'un plan d'affaires et à la réalisation d'un banc d'essai, pourrait bien être la signature d'un engagement préconstitutif par les futurs membres, « engagement qui doit être conditionnel au fait que ce soit une coopérative », insiste Claude Béland.

Avec Yannick Patelli, du journal coopératif L'Oie Blanche (lire aussi : <http://s.coop/12y72>)



À l'occasion du Sommet international des coopératives, Claude Béland et Jean-Paul Marchand ont accordé une entrevue vidéo au journal sur l'évolution du projet de monorail électrique à grande vitesse pour relier huit villes et régions du Québec. À découvrir sur <http://s.coop/12y72>

Vidéo : Nicolas Falcimaigne et Pierre-Luc Laganette

LES PRESSES DU FLEUVE
SEUL IMPRIMEUR INDÉPENDANT
à l'est de Montréal

pour l'impression de journaux, de circulaires et de bottins

EN RÉGION ON FAIT BIEN PLUS QUE BONNE IMPRESSION

ON DONNE UN SERVICE IMPRESSIONNANT!

» JOURNAUX

» CIRCULAIRES

» NAPPERONS

» REVUES

» BOTTINS

» TÉLÉPHONIQUES

et bien plus...

Les PRESSES du FLEUVE Inc.
Imprimeurs

Gilles Robitaille, directeur général
100, avenue de la Cour, Montmagny (Québec) G5V 2V9

T **418 248.5500**
SF **1 877 248.0020**
F **418 248.3800**

18380-12

Ensemble

Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop

Coopérative de journalisme indépendant
86, Deuxième rang Est, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0
418 860-1609 - www.journalensemble.coop
redaction@journalensemble.coop
ISSN 1927-9221

POUR CETTE ÉDITION

Rédaction : Mizaël Bilodeau, Josée Charbonneau, Pascale Charlebois, Claude-André Guilloite, Gregory Haeltterman, Cécile Haucheorne, Charles Lavolette, Tim McSorley, Anne-Marie Merrien, Nicolas Mesly, Marc Duimet, Saira Peesker, Guillaume Roy, Simon Van Vliet et Nicolas Falcimaigne, rédacteur en chef.

Photographie : Nicolas Falcimaigne.

Illustration : Alexandre April et Bruno Marchettere

Traduction : Miriam Heap-Lalonde, Miles Howe

Révision : Anne Falcimaigne et Michèle Marchand.

Montage : Les Presses du Fleuve.

Maquette : Nicolas Falcimaigne, Charles Lavolette.

Co-Présidents d'honneur : Claude Béland et Raymond Corriveau.

Direction générale : Marc-Olivier Toupin et le Comité provisoire de la Coopérative en solution de gestion collective

Site Web : FairTradeMedia.com

Conseil d'administration : Christine Gilliet, trésorière, Charles Lavolette, administrateur, Dru Oja Jay, vice-président, Simon Van Vliet, secrétaire et Nicolas Falcimaigne, président.

Co-Présidents d'honneur : Claude Béland et Raymond Corriveau.

Direction générale : Marc-Olivier Toupin et le Comité provisoire de la Coopérative en solution de gestion collective

Site Web : FairTradeMedia.com

Publicité : Marc-Olivier Toupin, 581.997.7583

Communiqués de presse : info@journalensemble.coop

Centre administratif : C.P. 20069, Succursale Belvédère Québec (Québec) G1S 4Z2

Parce qu'ensemble, on va plus loin.

Dossier

Sommet international des coopératives Québec 2012

L'Année internationale des coopératives, 2012, décrétée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), s'est récemment conclue par un bouquet d'événements internationaux qui se sont voulus porteurs d'orientations d'avenir. Le Sommet international des coopératives 2012 s'est tenu du 8 au 11 octobre et le congrès Manchester Co-operatives United a réuni plus de 10 000 personnes en Angleterre du 29 octobre au 2 novembre. Les porte-parole se sont ensuite rendus à New-York pour la cérémonie de clôture, au siège de l'ONU, les 19 et 20 novembre. Que peut-on retenir des nombreuses discussions, conférences et débats qui ont marqué ces événements ? Loin de prétendre à une couverture exhaustive, le journal *Ensemble* vous invite à en découvrir un aperçu dans ces quelques pages.

La Déclaration est officiellement déposée à l'ONU

C'est le regard tourné vers l'avenir que s'est conclu le tout premier Sommet international des coopératives, tenu à Québec en octobre dernier. C'est en effet sur la présentation des premiers jalons d'un texte qu'ils souhaitaient porteur de sens pour l'ensemble du mouvement coopératif et mutualiste que l'Alliance coopérative internationale (ACI), le Mouvement Desjardins et l'Université Saint Mary's ont choisi de clore cet évènement. « *Il faut définir d'abord et avant tout notre projet, ce que nous voulons accomplir, l'aspiration du mouvement coopératif et mutualiste dans son évolution, dans ce qu'il se donnera comme vision* », explique Monique F. Leroux, présidente et chef de la direction du Mouvement Desjardins.

Déclaration s'orientait autour de quatre grands thèmes : la démonstration du rôle économique significatif des coopératives et des mutuelles, l'amélioration de la performance globale et durable, l'adaptation au changement et l'affirmation du poids politique du mouvement sont autant de défis à relever. Elle met également de l'avant l'importance de la relève dans le grand projet coopératif, faisant écho aux nombreux discours entendus lors du Sommet. José Antonio Chavez Villanueva, représentant jeunesse de l'ACI-Amériques, abonde dans le même sens en affirmant que « *les jeunes sont partie prenante de l'étonnant pouvoir des coopératives* ». Les coopératives et les mutuelles ont ainsi été invitées à tirer parti de cette jeunesse d'ores et déjà active et engagée.

DES ENJEUX CONCRETS

Des quatre grands thèmes retenus dans la Déclaration se dégagent certains enjeux inéductables. D'abord, la nécessité de positionner concrètement le mouvement coopératif et mutualiste sur l'échiquier mondial, par la mise en lumière de son importante contribution socioéconomique, a été réitérée. Charles Gould, directeur général de l'ACI, formule ainsi le message qu'il souhaite porter : « *les coopératives sont une solution sérieuse et viable aux problèmes du monde actuel* ».

L'éducation à la coopération a également été présentée comme un enjeu fondamental. Plusieurs conférenciers l'ont d'ailleurs précisé : le mouvement coopératif ne peut rester fidèle à une vision du monde qui lui est propre sans une compréhension profonde de ses valeurs et



Monique F. Leroux, présidente et chef de la direction du Mouvement Desjardins, a officiellement remis la Déclaration du Sommet international des coopératives 2012 à Dame Pauline Green, présidente de l'ACI. La Déclaration a ensuite été déposée à l'ONU.

Photo : Co-operatives United/David Lake

principes. C'est une des raisons qui motivent la doyenne de la Sobey School of Business de l'Université Saint Mary, Patricia Bradshaw, à accentuer les efforts consentis en ce sens. Elle souhaite accroître les recherches sur le modèle coopératif et promouvoir l'intégration de l'éducation à la coopération dans l'ensemble des cursus scolaires.

Enfin, la pertinence des partenariats coopératifs a été rappelée à maintes reprises. De telles initiatives, en plus de participer à la force du mouvement, offrent un potentiel d'innovation inestimable. Permettant la

rencontre d'acteurs du monde coopératif provenant des quatre coins du monde, le Sommet international des coopératives aura sans nul doute été le déclencheur de nombreux projets d'intercoopération.

VERS UNE DÉCENNIE COOPÉRATIVE

Dans les prochains mois, un agenda concret viendra s'attacher aux grands éléments de la Déclaration du Sommet international des coopératives 2012. L'ACI a déjà ouvert le bal en présentant son *Plan d'action pour une décennie coopérative*, adopté à l'unanimité par ses membres. Celui-ci propose cinq orientations étroitement liées :

1. Élever la participation au sein de l'adhésion et de la gouvernance à un niveau supérieur.
2. Positionner les coopératives comme les architectes du développement durable.
3. Créer le message coopératif et protéger l'identité coopérative.
4. Garantir des cadres légaux favorisant la croissance des coopératives.
5. Établir un capital coopératif fiable tout en garantissant le contrôle exercé par les membres.

Parmi les autres options envisagées, il n'est pas exclu de renouveler l'expérience d'un Sommet international des coopératives. Monique F. Leroux précise que la tenue d'un nouveau Sommet en 2014 est possible, mais qu'il faudra d'abord « *être bien certains que ça répond à un besoin et que nous faisons œuvre utile* ».

¹ La Déclaration du Sommet international des coopératives 2012 est disponible en ligne : <http://www.sommetinter2012.coop/site/communication/declaration/fr>

² Le Plan d'action pour une décennie coopérative de l'ACI est disponible en ligne : <http://2012.coop/en/blueprint>.



Aperçu en vidéo du Sommet international des coopératives.

Vidéo : Pierre-Luc Laganière

économique est le mécanisme de constitution d'une réserve qui est propre au modèle coopératif.

Les exemples cités par l'IRECUS sont nombreux et démontrent que les coopératives se démarquent sur le marché international et qu'elles possèdent un cadre qui lui permet d'avoir un impact socioéconomique synonyme de pérennité, d'inclusion et d'équité. C'est pourquoi les coopératives furent les meilleures à affronter la crise de 2008. Elles ont un effet réel sur leur économie parce qu'elles relèvent de l'entrepreneuriat humaniste qui induit un processus éducatif. « *Si les coopératives étaient une démocratie [constituée en État], elle serait la plus grande démocratie au monde* », illustre Michel Lafleur, directeur de l'IRECUS.

Conférence – Geneva Guérin, Sustainability Solutions Group Faire partie de la solution

Le Sommet international des coopératives 2012 fait place aux jeunes coopérateurs. Il ne reste maintenant qu'à écouter leur message... C'est le 9 octobre, devant une salle de près de 3000 personnes atablées, que la directrice de Sustainability Solutions Group (SSG), Geneva Guérin, a présenté sa coopérative. Poussés par le désir de se donner des emplois de qualité et de participer activement au développement durable, des jeunes de Vancouver ont créé, il y a déjà dix ans, cette coopérative de travailleurs qui a pour mission d'accompagner les communautés et les municipalités dans la mise sur pied de bâtiments écologiques ou de mesures concrètes visant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Une présentation enrichissante dans un Sommet où l'on ne cesse de rappeler l'urgence écologique. La présence de Mme Guérin témoignait non seulement de l'importance des jeunes pour l'avenir des coopératives, mais de leur aspect innovateur et critique par rapport à la façon dont est appliqué ce modèle. Après sa présentation, elle a répondu aux questions des médias.

Pascale Charlebois

Pascale Charlebois, journal Ensemble : Pourquoi les jeunes devraient-ils s'intéresser davantage au modèle coopératif?

Geneva Guérin, SSG : Ce n'est peut-être qu'une impression, mais je sens que les jeunes autour de moi, surtout la génération après moi, sont très désillusionnés à propos de l'avenir. Je ne sais pas si c'est pire qu'avant, mais c'est vrai qu'avec les médias et l'Internet, on est toujours au courant de ce qui ne va pas bien dans le

monde et cela nous paraît inchangeable. Face à cette réalité mondiale, c'est une solution quand même assez saine de se recentrer et de se rattacher à l'endroit où l'on se trouve. L'avantage avec le modèle coopératif, c'est qu'il est beaucoup plus localisé, quoique ce n'est pas toujours vrai pour les grandes coopératives. Je ne suis pas certaine d'ailleurs qu'elles agissent encore comme des coopératives... Pour moi, ce qui fait surtout la différence entre les grandes et les petites, c'est l'investissement et l'implication des membres autant dans la prise de décision que dans le fonctionnement et la gestion des surplus. C'est aussi un modèle beaucoup plus résilient. De par sa structure, l'investissement est plus facile puisqu'il est exigé par les membres. Du coup, comme on se sent plus impliqué dans quelque chose, on ne le lâche pas aussi facilement.

P.C. : Il n'a presque pas été question des coopératives lors de Rio cet été et la déclaration finale n'en fait que légèrement mention. Comment pouvez-vous expliquer qu'il y ait autant de préjugés encore sur les coopératives au niveau mondial et d'après vous, comment les jeunes peuvent-ils contribuer à changer ces perceptions?

G.G. : Nous sommes vraiment dans la construction d'un nouveau régime et les Nations Unies, malgré l'intention de faire du bien, est quand même une organisation qui n'est pas nouvelle et dans laquelle il y a des systèmes de pouvoir qui sont bien ancrés. C'est très très difficile de faire changer ce régime, surtout pour introduire de nouveaux groupes. Il s'agit d'une machine très complexe à faire bouger. C'est quand même très étonnant que durant l'année des coopératives décrétée par les Nations Unies,

qui permet à un plus grand nombre de personnes l'accès à des téléphones mobiles qu'à des toilettes publiques. Alors que nous pouvons vivre sans téléphone mobile, personne ne peut vivre sans eau et sans hygiène. Aujourd'hui, il y a à peu près cinq mille enfants de moins de dix ans qui sont en train de mourir non parce qu'ils sont privés de téléphones mobiles, mais parce qu'ils n'ont pas accès à l'eau potable. C'est inacceptable. »

Enfin, Riccardo Petrella voit les coopératives de par le monde offrir une vision alternative de vie en communauté, qui est basée sur la gestion de l'économie au service des personnes, plutôt que sur la recherche de profits plus importants. Au cours des cinq dernières décennies, expliqua-t-il, les puissances économiques dominantes ont « *trahi* » l'économie. Elles ne respectent plus les racines de l'« économie », dont il a rappelé l'origine du terme *oikos nomos*. « *Règles de la maison* », en grec, signifie consacrer nos ressources au soin des personnes, de notre société. Au lieu de *oikos nomos*, pourtant, les entreprises parlent maintenant seulement de « *performance, de gouvernance, de compétitivité, de rendement, de profits, de parts de marché, de participation des actionnaires* », dénonça-t-il.

En revanche, dit-il, les coopératives ont « *ont dans leurs gènes oikos nomos* » et leur nature démocratique signifie qu'elles peuvent – et doivent – être au service des personnes et non du gain en capital.

« *La démocratie n'est pas simplement une modalité procédurale de faire participer les membres d'une organisation au processus décisionnel. La démocratie est une manière d'organiser le vivre ensemble, les règles de la maison, de sorte que chacun prend la responsabilité des actes décidés ensemble.* »

Tous ces constats, M. Petrella les oppose



« Avec les médias et l'Internet, on est toujours au courant de ce qui ne va pas bien dans le monde et cela nous paraît inchangeable. Face à cette réalité mondiale, c'est une solution quand même assez saine de se recentrer et de se rattacher à l'endroit où l'on se trouve, constate Geneva Guérin, directrice de Sustainability Solutions Group (SSG). Pour ne pas sentir le poids du monde sur mes épaules, je me concentre sur l'endroit où j'ai une influence. »

Photo: Nicolas Falcimaigne

on n'arrive pas à faire reconnaître, par les Nations Unies, l'importance des coopératives dans le développement durable mondial. Mais cela, je l'attribue à 100% à l'inertie d'une machine extrêmement complexe et ancrée dans une logique capitaliste. Les coopératives ne sont pas dans la logique traditionnelle de croissance à tout prix et n'ont pas non plus de gros budgets pour faire leur promotion. J'imagine que si l'on avait une concertation plus forte du milieu coopératif et qu'on avait accès à des fonds (des financements de grandes coopératives, par exemple), on pourrait bien lancer des campagnes pour séduire les jeunes. Il faut aussi absolument que les programmes changent dans les universités. Il n'y a aucune raison pour que le modèle coopératif n'y soit pas étudié.

P.C. : Laure Waridel soulignait récemment que le milieu coopératif n'était pas forcément engagé dans le développement durable. Vous qui avez fait votre conférence ce midi devant 3 000 convives qui dégustent des cuisses de

canards, comment vivez-vous avec cette contradiction?

G.G. : Je me suis habituée depuis longtemps à vivre dans une contradiction totale. La première étape, c'est de le voir. Ensuite, il faut le rejeter, puis l'accepter, parce qu'il est impossible de s'en sortir, c'est la réalité. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas faire d'efforts pour améliorer nos impacts. Moi, je ne mange pas de canard, par exemple! Tout cela souligne qu'il reste vraiment beaucoup de chemin à faire. Ce matin, dans les discours de Michael Spence et de Nouriel Roubini, j'attendais que quelqu'un remette en question la notion de croissance absolue. Ils disaient plutôt qu'il fallait continuer à croître. Ce n'est pas mon avis. Après, la solution, c'est l'éducation. Mais je ne sais pas. Pour ne pas sentir le poids du monde sur mes épaules, je me concentre sur l'endroit où j'ai une influence. Il faut arriver à créer un nouveau modèle tellement séduisant que tout le monde dira que les anciens sont obsolètes.

Rôle des coopératives dans le monde

L'entrepreneuriat humaniste

2008, la crise financière frappe à notre porte. La toile du système financier venait de seffiloer; la crise venait de commencer. La confiance envers les investisseurs, les banquiers et les spéculateurs boursiers s'estompait. Puis, les forces de la tempête s'étaient calmées, les questionnements s'enchaînaient. Le système capitaliste tient-il toujours la route? Est-il temps de sortir de l'économie de marché? Pour le mouvement des coopératives, la crise financière est-elle devenue une opportunité, plus qu'un échec?

Mizaël Bilodeau

Sonja Novkovic, Ph.D., professeur d'économie à l'Université Saint Mary, est intervenue au Sommet au sujet des préoccupations des coopératives. Dans son relevé des faits saillants de l'évènement présommet *Imaginons 2012*, on comprend qu'elles sont de nature sociale, relatives à l'augmentation de la pauvreté, à la distribution des richesses, à l'exploitation des ressources naturelles dans un cadre qui n'est

pas celui du développement durable. Ces enjeux sont préoccupants pour l'ensemble des coopératives et mutuelles. L'impératif du changement est le sujet qui est le plus discuté entre coopérateurs du Sommet.

Les coopératives ont tout à gagner dans ce contexte économique difficile. En effet, regagner la confiance des travailleurs et des consommateurs en ces temps incertains est l'objectif global qui se dégage de l'évènement présommet. Mme Novkovic relève notamment que le mouvement coopératif doit certes s'affirmer comme alternative aux autres modèles entrepreneuriaux, mais il doit aussi retourner à son rôle d'entrepreneuriat humaniste. Il a le devoir de satisfaire le besoin du membre, de promouvoir l'égalité dans la distribution des revenus et d'internaliser les coûts. Ainsi, il faut réaffirmer la volonté des coopératives à ne pas être les jouets des investissements des actionnaires.

ÉTUDE INTERNATIONALE DE L'IRECUS

L'Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et les mutuelles de

Le Québec, tremplin mondial de la coopération agricole

Le premier Sommet international des coopératives s'est tenu à Québec du 8 au 11 octobre derniers. Pour les 2800 participants provenant de 91 pays, incluant l'intellectuel italien Riccardo Petrella ou l'ex-secrétaire d'État des États-Unis, Madeleine K. Albright, les coopératives agricoles incarnent une stabilité nourricière dans un monde qui comptera 9 milliards d'habitants d'ici 2050. Leur financement pose problème mais le Québec pourrait servir d'exemple.

Nicolas Mesly

« Les coopératives sont uniques par leur modèle organisationnel et leur ancrage local mais elles sont confrontées à des choix de développement stratégiques », soutient Yves Pelle associé chez PricewaterhouseCoopers (PwC). Elles doivent s'internationaliser, s'allier ou fusionner et étendre leurs champs d'action en amont comme en aval, poursuit le conférencier invité à dévoiler les résultats d'une étude commandée par les organisateurs du Sommet : *Cartographie et grands enjeux du monde coopératif agricole à l'échelle mondiale* (<http://s.coop/12rdr>).

Cette étude révèle que les 100 plus importantes coopératives agricoles du monde se situent majoritairement en Europe suivie des Amériques et de l'Océanie. Mais elle relève surtout que les 40 plus grandes coopératives de ce groupe ont une capacité limitée d'autofinancement pour assurer des plans de développement ambitieux. Le chiffre d'affaires de ce top 40 est trois fois moins élevé que celui des entreprises privées, notamment Glencore et Cargill

qui ont consolidé leurs opérations à coup d'acquisitions et de fusions entre 2007 et 2011.

« Il faut absolument que les gouvernements incitent les agriculteurs à s'organiser et trouvent des incitations fiscales pour assurer une meilleure capitalisation de leurs coopératives. J'aurais souhaité que ce sommet soit l'occasion de lancer un cri d'alarme sur le défi alimentaire et la transition écologique de l'agriculture. Il n'y a pas mieux que le modèle coopératif pour surmonter ces défis », lance Philippe Mangin, président de Coop de France.

Le financement des coopératives agricoles pose problème parce que le nombre de producteurs agricoles diminue et ne permet plus de réunir les immenses capitaux requis pour leur croissance. « Les coopératives qui ont les reins assez solides peuvent avoir recours à l'endettement. Un certain nombre choisit une ouverture au capital étranger. D'autres abandonnent leur statut coopératif », explique Yves Pelle.

Au Canada, un des cinq greniers à blé du monde, les trois grandes coopératives céréalières nées dans les années 1920 ont disparu du paysage des Prairies canadiennes en moins de 10 ans. « Elles ont choisi de capitaliser leur croissance en finançant leurs activités par l'entremise de la bourse, cela a été fatal », dit Claude Lafleur, chef de la direction à la Coop fédérée. La Saskatchewan Wheat Pool, le Manitoba Pool Elevators et l'Alberta Wheat Pool ont fusionné tour à tour pour muter en 2007 en Viterra, une compagnie à capital-actions listée à la bourse de Toronto. Celle-ci (12 G\$ chiffre d'affaires en 2011) détient 45 % des parts de marché de manutention des grains dans l'Ouest canadien. Et elle vient d'être acquise en majorité par la multinationale suisse Glencore au coût de 6,1 G\$.

La Coop fédérée est le Dernier des Mohicans dans le paysage coopératif agricole canadien. « Au Québec, nous avons choisi de garder le contrôle sur notre agriculture en finançant notre croissance avec le Mouvement Desjardins et le Fonds de solidarité FTQ au lieu d'aller en bourse », poursuit M. Lafleur. En juin dernier, les deux entités ont donc investi 100 M\$ en parts sociales dans la plus grande entreprise et fleuron agroalimentaire du Québec (4,8 G\$ chiffre d'affaires).

« Nous allons insister auprès des gouvernements pour obtenir des outils fiscaux afin de permettre une meilleure capitalisation des coopératives agricoles et mieux faire connaître les vertus de notre modèle au monde entier », a indiqué de son côté Monique F. Leroux, présidente et chef de la direction du Mouvement Desjardins, hôte de ce sommet.

DEUX GRANDES COOP

La Coop fédérée. Classée parmi les 100 plus importantes coopératives et mutuelles du monde. Nombre de membres : 90 000, regroupés au sein de 103 coopératives au Canada. Chiffre d'affaires cumulé : 8,5 G\$. Nombre d'employés : 16 000.

Indian Farmers Fertiliser Cooperative (IFFCO). Nombre de membres : 50 millions dans 40 000 coopératives. Possède cinq usines en Inde et des participations dans le Sultanat d'Oman, en Jordanie, en Australie, au Pérou et en Argentine. Chiffre d'affaires : plus de 5 G\$.

Une usine d'engrais à la rescousse de Bécancour

Après la décision du gouvernement de fermer L'Énergie, l'unique centrale nucléaire de la province, une usine d'engrais pourrait relancer l'économie de la région. Le 11 octobre dernier, La Coop fédérée (CF) et l'Indian Farmers Fertiliser Cooperative (IFFCO) ont annoncé la construction d'une usine de fabrication d'urée au coût de 1,2 G\$. Durant les travaux de construction prévus de 2014 à 2017, le projet créerait 1500 emplois et 200 emplois permanents une fois l'usine en opération. L'urée étant un engrais essentiel à la production de céréales, l'usine est un investissement stratégique pour les deux parties. « Nous sécurisons l'approvisionnement d'urée pour nos producteurs tout en créant de l'emploi chez-nous », indique Claude Lafleur, chef de la direction de la CF. Pour le moment, l'urée utilisée au Québec provient d'Égypte, de Russie et du Sultanat d'Oman. Pour l'IFFCO, il s'agit de sécuriser son approvisionnement d'engrais, au moment où la population de l'Inde (1,2 G d'habitants) va surpasser celle de la Chine. « Nourrir la planète est un défi de taille. Au cours des prochaines années, la hausse de la production alimentaire devra passer par une meilleure productivité des sols. Il est indéniable que la demande d'urée, l'engrais le plus utilisé sur la planète, sera en forte croissance », a indiqué Dr U.S. Awasthi, président de l'IFFCO.



Manish Gupta (IFFCO), Jacques Daoust, président-directeur général d'Investissement Québec, Denis Richard, président de La Coop fédérée, Dr U.S. Awasthi (IFFCO), Claude Lafleur, chef de la direction de La Coop fédérée, Yves-François Blanchet, Whip en chef du gouvernement et responsable des régions du Centre-du-Québec et de la Mauricie au Conseil des ministres, ont annoncé la construction d'une usine de fabrication d'urée au coût de 1,2 G\$ à Bécancour.

Photo : La Coop fédérée

Entrevue - Forum sur le tourisme coopératif

Un ancrage social dans la communauté

Le 8 octobre dernier, au Centre des congrès de Québec, dans le cadre du Sommet international des coopératives, Le Secrétariat pour les Amériques de l'Organisation Internationale du Tourisme Social (OITS Amériques) organisait le Forum sur le tourisme coopératif, sous le thème *Le tourisme coopératif : moteur de développement local et régional*. Le journal Ensemble s'est entretenu avec Jean-Thomas Henderson, cofondateur de la Coop V.E.R.T.E. (Vision entrepreneuriale régionale touristique et environnementale) et directeur hôtelier, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui y a pris part.

Nicolas Falcimaigne

Nicolas Falcimaigne, journal Ensemble : Quel regard portez-vous sur cette journée de forum ?

Jean-Thomas Henderson, Coop V.E.R.T.E. : C'est la première fois que j'assiste à ce type de sommet et je pense que c'est une première pour cet organisme de se pencher sur le modèle coopératif en tourisme. C'était intéressant de voir qu'il y avait des intervenants gouvernementaux, mais aussi des entrepreneurs collectifs, comme moi, comme nous à la coop V.E.R.T.E.

On a pu étudier trois cas : deux du Québec et un de la République dominicaine. C'est rare, comme entrepreneur collectif, qu'on ait la chance de parler avec d'autres entreprises

touristiques, puis de comparer nos réalités. La Coop V.E.R.T.E. ne correspond pas exactement au modèle traditionnel d'une coopérative. On a plutôt suivi une démarche entrepreneuriale et le modèle coopératif a été un levier d'accès à la propriété, évidemment avec les valeurs coopératives.

Actuellement, j'ai un gros questionnaire sur notre *membership* de membres-utilisateurs. Et de voir, par exemple, comment la Coopérative de solidarité Vallée Bras-du-Nord a structuré son *membership*, avec tout l'aspect de l'ancrage territorial, c'est intéressant et ça m'a beaucoup inspiré. Leurs membres-utilisateurs ce ne sont pas des clients, ce sont des producteurs qui utilisent les services de la coopérative pour mettre en marché leurs produits, et les membres de soutien sont des gens de la communauté qui soutiennent le projet. C'est un peu l'inverse de nous.

On a 600 membres, dont environ 450 membres-utilisateurs. La plupart du temps, ce sont des Français des Belges, des Suisses qui ne deviennent membres que parce que ça leur donne 5 \$ de rabais par nuit.

N.F. : En tourisme, le lien d'usage est quand même léger, ce n'est pas dans le quotidien. Vous voulez recentrer ça ?

J.T.H. : Absolument, c'est un lien ponctuel. Évidemment, le Bar à pitons qui est dans le sous-sol de l'auberge de jeunesse, c'est pas mal le lien



Jean-Thomas Henderson a fait le plein d'idées et d'enthousiasme au Sommet.

Photo : Nicolas Falcimaigne

d'usage avec une clientèle régulière qui revient. Ça nous permet d'avoir un ancrage social dans la communauté. Mais la plupart des clients ne sont pas membre de la coopérative, parce qu'ils ne savent pas que c'est une coop.

N.F. : Parmi les modèles qui ont été présentés ou discutés lors de ce forum, lequel vous a le plus inspiré ?

Comme je disais, c'est vraiment la Coopérative de solidarité Vallée Bras-du-Nord. Il y a aussi la Coopérative de solidarité en tourisme équitable Voyages CoSte, un regroupement de producteurs autour d'une agence de voyages pour mettre en marché et structurer l'offre régionale. Ils sont vraiment venus combler un besoin que l'Association touristique régionale (ATR) ne pouvait pas combler, parce que c'est un très grand territoire.

Ils le font dans une perspective de développement durable, de promotion de la région axée sur l'humain, axée sur une expérience. C'est important, en tourisme, le mot expérience : unique, exclusif, etc. Ils mettent vraiment en valeur les habitants, en valorisant leur culture.

Avec Simon Van Vliet

DONNER DU SENS À L'ARGENT

En soutenant la croissance d'entreprises collectives et responsables, nous participons au développement d'une économie plurielle visant des retombées économiques, sociales et environnementales positives pour le Québec.



Filaction
Fonds de développement
www.filaction.qc.ca

FONDATION CSN
POUR LA COOPÉRATION ET L'EMPLOI
www.fondaction.com

Lire aussi sur www.journalensemble.coop

Desjardins spreads the movement one co-op at a time - From Quebec to the world

Lire aussi sur www.journalensemble.coop

Manchester Co-operatives United - A billion people cannot be wrong

S'inscrivant dans le cadre de l'Année internationale des coopératives, le Sommet international des coopératives 2012 a réuni à Québec, du 8 au 11 octobre, plus de 2 800 représentants et futurs leaders de coopératives et de mutuelles provenant de 91 pays. Ces participants se sont rassemblés pour tenir des discussions de fond sur les enjeux d'affaires du mouvement coopératif et mutualiste. Cet événement visait également à faciliter le réseautage et l'intercoopération, à accroître la connaissance du modèle coopératif auprès des gouvernements, des autorités réglementaires et du grand public et à susciter des actions concrètes pour le développement du secteur coopératif et mutualiste à l'échelle locale, nationale et mondiale.

Les participants au Sommet affirment l'importance de la contribution des coopératives et des mutuelles au mieux-être économique et social des personnes et des collectivités ainsi qu'à une économie plurielle, équilibrée et plus stable. L'originalité et la pertinence des coopératives et des mutuelles tiennent aux caractéristiques suivantes :

- Elles sont fondées sur les valeurs et les principes coopératifs;
- Elles sont engagées dans leur milieu dans une perspective à long terme et dans le respect de l'environnement;
- Grâce à leur solide gouvernance démocratique, elles font participer les gens à leur gestion et sont, de ce fait, une école de démocratie;
- Elles favorisent la création et le maintien d'emplois dans les collectivités où elles sont établies;
- Elles ne considèrent pas la recherche de profits comme une finalité, mais plutôt comme une condition à remplir pour répondre efficacement aux besoins de leurs membres actuels et futurs;
- Parce qu'elles agissent dans la durée et qu'elles mettent les personnes au cœur de leurs stratégies, elles contribuent à la stabilité de l'économie;
- Leur modèle d'entreprise est robuste et viable sur les plans local, national et mondial;
- Elles font preuve d'une grande résilience, comme elles l'ont démontré lors de la dernière crise financière et économique.

À la lumière des constats établis et des discussions tenues lors du Sommet, les participants déclarent ce qui suit :

Les coopératives et les mutuelles occupent une place importante dans l'économie mondiale et elles contribuent au développement durable.

On estime qu'un million de coopératives et de mutuelles sont actives dans le monde. Elles répondent aux besoins de plus d'un milliard de membres et procurent un emploi à plus de 100 millions de personnes. Les 300 coopératives et mutuelles les plus grandes, tous secteurs d'activité confondus, génèrent un chiffre d'affaires global de près de 2 000 milliards de dollars et leur poids économique est comparable à celui de la neuvième économie mondiale. Grâce à sa gouvernance et au rôle qu'il joue en matière d'éducation à l'économie et à la démocratie pour ses dirigeants élus et ses membres, le mouvement coopératif mondial représente la démocratie la plus grande et le système éducatif le plus imposant de la planète.

Les coopératives et les mutuelles sont présentes dans tous les secteurs de l'économie et touchent tous les aspects de la vie humaine. Dans plusieurs pays, elles occupent une place centrale, notamment dans les secteurs manufacturier, agroalimentaire, du commerce de détail, des services financiers et des services sociaux. Partout où elles sont établies, elles renforcent les collectivités, car en plus de leur apport important à l'économie, elles sont des intervenantes de premier plan en matière de développement social et humain.

Les coopératives et les mutuelles contribuent à l'atteinte des objectifs du *Millénaire pour le développement* et à la mission d'un très grand nombre d'organisations internationales. Il en va ainsi grâce au rôle qu'elles jouent dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la lutte à la pauvreté, de l'accès aux soins de santé, de l'égalité des genres et

de l'atténuation des effets des crises sur les populations les plus à risque. Elles travaillent de plus dans une perspective de développement durable au moyen de pratiques de gouvernance participative et démocratique uniques et fondées sur les valeurs et les principes coopératifs.

Pour continuer à déployer leur plein potentiel au sein d'un monde en changement et d'une économie fragilisée, et dans une perspective de développement durable, les coopératives et les mutuelles devront :

- continuer d'améliorer leur performance globale et veiller à maintenir leur compétitivité pour assurer leur pérennité;
- viser une croissance efficace et durable de leurs affaires guidée par les besoins de leurs membres et le respect de l'environnement;
- faire preuve d'une grande capacité d'innovation;
- demeurer pertinentes et d'actualité au moyen de la formation de leurs employés, de leurs dirigeants élus et de leurs membres;
- assurer la préparation de la relève;
- promouvoir et soutenir la création et le développement de nouvelles coopératives et mutuelles.

Le modèle d'entreprise coopératif et mutualiste est diversifié, performant et polyvalent. Il contribue activement à la participation et à l'intégration des personnes à l'économie et aide à générer la croissance nécessaire à l'enrichissement collectif.

L'application du modèle coopératif à de nombreux secteurs d'activité (agriculture, agroalimentaire, santé, services à la personne, consommation, énergie, services financiers) et suivant différents liens d'usage (consommateurs, producteurs, travailleurs) démontre sa flexibilité et son adaptabilité.

Pour poursuivre leur développement et accroître leur performance, les entreprises coopératives et mutuelles devront :

- se donner un avantage concurrentiel plus prononcé en tirant parti de leur proximité avec leurs membres;
- rechercher systématiquement les besoins de leurs membres auxquels elles n'ont pas encore trouvé de réponse appropriée;
- accroître leur agilité organisationnelle dans le respect de leur mission et des principes qui guident leurs actions;
- faire vivre et communiquer davantage leur différence;
- unir leurs forces en mettant en œuvre des partenariats et des ententes d'intercoopération.

Le modèle d'entreprise coopératif et mutualiste sait évoluer et s'adapter aux conditions changeantes de l'environnement et aux besoins des membres et de leurs communautés. Toutefois, tant la gouvernance que le mode de capitalisation particuliers des coopératives et des mutuelles comportent des défis.

La gouvernance coopérative basée sur la transparence, l'élection démocratique des dirigeants, la participation des membres et une vision à plus long terme permet de bâtir une relation de confiance avec les membres, les employés, les clients et les communautés. La proximité des coopératives et des mutuelles avec leurs membres explique d'ailleurs leur grande capacité à répondre aux besoins de ces derniers. La vision partagée qui les inspire permet des actions plus concertées.

Pour continuer de se démarquer dans une économie mondialisée et technologiquement avancée, les entreprises coopératives et mutuelles devront accroître leur vitesse de réaction aux changements rapides qui influent sur leur environnement.

Il leur faudra ainsi :

- mieux équilibrer leur processus décisionnel et leur agilité;
- définir clairement les responsabilités et les rôles respectifs de leurs dirigeants élus et de leurs gestionnaires;
- poursuivre la recherche constante d'amélioration de leurs systèmes de gestion de la performance globale;

- améliorer leurs processus de consultation de leurs membres à l'égard de leurs orientations stratégiques;
- utiliser les médias sociaux et les nouveaux moyens de communication pour engager leurs membres dans leur processus démocratique;
- maintenir leur position naturelle de meneuses en matière de satisfaction de leurs membres dans un contexte où les interactions sont de plus en plus virtuelles.

Leur structure de propriété limitant leurs sources de capitaux, les coopératives et les mutuelles ont toujours fait preuve d'imagination lorsque leurs besoins de développement ont nécessité un apport accru de capital, et ce, dans le respect de leur identité.

Pour relever le défi de la capitalisation dans le contexte d'un resserrement de la réglementation financière, les coopératives et les mutuelles devront :

- créer des forums intercoopératifs pour se donner un programme politique commun, parler d'une seule voix et mieux faire valoir leurs particularités auprès des autorités réglementaires et gouvernementales;
- renforcer leurs relations avec les gouvernements et les organismes de réglementation afin de suivre l'évolution des nouveaux projets et de s'assurer que la spécificité coopérative est prise en compte dans la législation et les politiques publiques;
- mettre sur pied des mécanismes de financement pour la création, la consolidation ou le maintien de coopératives et de mutuelles.

L'ensemble des entreprises coopératives et des mutuelles constitue une force sociale, humaine et économique indiscutable à l'échelle mondiale. Cette force doit être reconnue et des efforts doivent être consentis pour que ce mouvement acquière un poids politique plus appréciable.

Des décisions importantes sont prises actuellement à l'échelle mondiale sans que l'on tienne compte des particularités du modèle coopératif. Il en va ainsi parce que ce modèle n'est pas suffisamment connu et reconnu. Il a pourtant démontré sa capacité de réussite. Il a mieux traversé les crises grâce à la structure de propriété et à la stabilité du capital qui le caractérisent.

Pour éviter que leur modèle d'entreprise soit négligé ou affaibli et pour atteindre un poids politique au moins équivalent à leur poids économique à l'échelle planétaire, les coopératives et les mutuelles devront :

- conjuguer leurs efforts et leurs moyens pour se donner une plus grande force d'intervention sur la scène internationale;
- allouer les ressources nécessaires à la reconnaissance et au rayonnement de leurs réalisations, de leur apport tangible au développement socioéconomique et pour les réponses originales qu'elles apportent aux défis d'aujourd'hui;

- intensifier leurs activités de représentation pour se faire connaître des décideurs politiques et être considérées dans les projets de relance ou de développement économique;
- allouer les ressources nécessaires au développement de nouvelles coopératives et mutuelles et au soutien de leurs réseaux, et encourager les gouvernements à faire de même;
- divulguer plus efficacement leur performance sur les plans financier, social, humain et environnemental;
- susciter l'intérêt des chercheurs et constituer une base d'information et de données sur les coopératives et les mutuelles à l'échelle planétaire qui servira d'assise pour que l'enseignement du modèle coopératif devienne un incontournable dans les milieux de l'éducation et des affaires;
- préparer la relève, faire une place aux jeunes leaders et assurer leur participation.

Le modèle coopératif constitue un héritage incomparable d'entreprises durables pour les générations à venir. Le maintien et la poursuite de ce modèle d'entreprise performant ne peuvent se faire sans la reconnaissance de l'apport indispensable des jeunes, qu'ils soient membres, employés ou dirigeants.

Pour s'assurer de la pleine participation des jeunes, les coopératives et les mutuelles devront :

- appuyer le développement de l'infrastructure technologique destinée aux jeunes et faciliter les échanges d'information;
- encourager les gouvernements à intégrer les coopératives et les mutuelles dans les curriculums scolaires;
- soutenir les entrepreneurs de la relève dans le développement de nouvelles coopératives et mutuelles;
- créer des espaces de participation pour la relève.

Les participants au Sommet constatent que, plus que jamais, les entreprises coopératives répondent efficacement aux défis économiques et sociaux que doivent relever nos sociétés. La crise actuelle vient même renforcer la pertinence de la réponse coopérative aux besoins. Les participants soulignent du même souffle l'importance de la performance globale des coopératives et des mutuelles, une condition à remplir pour assurer leur contribution durable et importante à la création et à la distribution de richesse dans le monde.

Le développement du modèle coopératif et mutualiste, son renforcement et son plus grand rayonnement méritent aujourd'hui les efforts, l'engagement et le soutien de tous ceux et celles qui veulent contribuer à bâtir un monde meilleur.

Québec, Canada, 2 novembre 2012



Dame Pauline Green
Présidente, Alliance coopérative internationale



Monique F. Leroux
Présidente et chef de la direction, Mouvement Desjardins



Dr. J. Colin Dodds
Président et recteur, Université Saint Mary's

Hôtes



Innovation et solidarité - Le Québec dans le monde

Cette édition est l'occasion pour le journal *Ensemble* de proposer une série de textes, certains nouveaux et d'autres récents, traduits ou écrits en anglais, sur des initiatives coopératives québécoises qui ont une portée internationale innovante et qui peuvent inspirer ou questionner les coopérateurs ailleurs dans le monde. Dans ces pages sont présentées les versions anglaises, et les versions françaises sont disponibles sur www.journalensemble.coop dans la section Supplément bilingue. Bonne lecture!

SOCODEVI

Competitors in Quebec partner to help co-ops in the South

A foreign development organization usually knows its job is done when it is no longer needed by the partners it is trying to assist. But when an aid group goes from benefactor to client of the people it had been helping, there's no doubt whether the project has become a success. After more than three years working with a group of Paraguayan dairy co-operatives, that very role reversal happened to SOCODEVI - a non-profit created by a network of co-ops largely from Quebec.

Saira Peesk

The project had paired milk production experts from Quebec's co-operative dairy giant Agropur with workers throughout the production and distribution system in Paraguay, as they worked to expand the reach of their co-operatives and modernize their production. When the project, a joint venture with the Canadian International Development Agency, came to an end, the successful co-ops decided they appreciated SOCODEVI's help so much that they would hire them to continue certain aspects of the work.

"We were very proud," said Richard

Lacasse, international program director at SOCODEVI. "That's a very big proof that the technical expertise we brought was very well received, that they're now willing to pay for it. It's not very common for an NGO."

Otherwise known as "Société de coopération pour le développement international," SOCODEVI is a non-profit supported by 26 co-operative and mutual institutions across sectors including agri-food, forestry, insurance and finance. The organization has 28 employees in Quebec, plus about 60 internationally, and relies on significant amounts of volunteer time from experts throughout its member network. Member co-ops offer their resources, expertise and time to assist projects throughout Asia, Africa and the Americas.

"We're an NGO, but a special NGO," said Lacasse, in a recent phone interview with *Journal Ensemble*. "All of our members are at the table to really inter-cooperate. It's a philosophy they are living every day."

The organization was founded as a non-profit in 1985, a time when it was not legal in Quebec to create a co-operative made up of other co-operatives. It has worked with more than 650 partner organizations in 40

countries, using Quebec's strong tradition of co-operatives as a basis for social and economic change. But while many see co-ops as a hyper-local phenomenon, SOCODEVI believes in linking such groups together so they can extend their influence and increase their capacity.

"The co-operative idea is a business idea as well as a social idea," explained Lacasse. "A co-op can begin very small, answering the economic need and necessities of the people. But they can grow and become real business performance enterprises that belong to the people and that respond really well to the social and economic problems of these people... A community business has to solve the socio-economic problems at the local level, but once you do that you can do something else. You can influence the market, the prices or the product."

One of SOCODEVI's recent projects to this effect is creating a north-south network of agri-food co-operatives that can benefit from doing business together, enabling them to access products and services from places where they are most economical. A smaller network, in Guatemala, is helping bind 34 co-operatives making agricultural products such as coffee, tea and cardamom.

"Just one co-op alone could sell maybe coffee to one distributor, but the grouping of all of these together allows them to have the power of negotiation and expertise," said Lacasse. "It's a very complicated business when you get into exportation... A small co-op in one small region can not compete in an international market unless they have a niche product."

When asked whether SOCODEVI's

unique structure affects how much money goes directly to development projects - as opposed to bureaucracy - Lacasse steered clear of financial specifics. Instead, he said SOCODEVI's work doesn't come cheap, but has tangible results.

"It's very easy to send a cheque to the south," he said. "If the organization's goal is to send some food security things, well, that's pretty easy. You just write a cheque to the Canadian wheat



SOCODEVI continues to provide quality control, milk production monitoring and marketing services to several dairy cooperatives in Paraguay. Photo: SOCODEVI

board and they send something to Sudan... Our organization is to send expertise. You have to pay plane fare and other things like that."

But what's in it for SOCODEVI's members? Seeing a small group of workers turn a co-op into a thriving business is a huge reward for everyone involved, says Lacasse, but adds many member companies see participation in these projects as a professional development tool as well.

"They see it as an opportunity to open the minds of their own employees," he said. "It's very interesting. These co-operatives and mutuals are competing against each other in the market of Quebec, but at the table of SOCODEVI, it's about co-operating to help the businesses of the South... It's an honour to participate in this and see the results."

SUITE DE LA UNE Coffee

THE HEART OF THE PROJECT IS THE CO-OPERATION

For the Cambio, the cooperative model was the obvious choice when preparing a business plan. The world of coffee is very "co-op". Producers of fair-trade coffee are grouped into cooperatives, and purchasing is done by Cooperative Coffees, a joint Canada-United States cooperative dedicated to importing organic coffee from around the world. The Cambio, as a work cooperative, today has 15 members.

"With Cooperative Coffees, we can go do tours of coffee producing countries, with samplings, meetings, and visits to coffee plantations. You can get a feel for the lengthy process between the growing, the picking, the drying, the sorting, the warehousing, and the exporting that occurs before the green beans arrive at the Cafe Cambio where we roast it," explains Pelletier. "So that when you go to make an espresso, you make sure you don't run it too quick, and you respect the art and

Translation: Miles Howe

Coop de solidarité FibrEthik

Sewing Solidarity with Fair-Trade Cotton

Cotton manufacture in 'developing countries', as is often the case with export-based mono-cultures, can create an untenable and exploitative situation for small-scale producers. Since 2006, the Montreal cooperative FibrEthik has been tackling this problem by importing fair-trade and organic cotton from India, and by supporting on-the-ground initiatives.

Marc Ouimet

Long-time specialist in fair-trade commerce Mar-Henri Fauré, is the creator of the FibrEthik project. Fauré spent 6 months in India in 2006 with the Equicoton mission, visiting a dozen fair-trade worker collectives, factories and exporters. He quickly became aware of the vulnerability and deep inequity facing cotton producers in India.

Small-scale producers must often borrow money to pay for the seeds and pesticides necessary for their crop, and then find themselves unable to repay their debts due to the low price of cotton on the international market. Faced with this depressing situation, sadly suicide has become more and more common.

Upon his return, Fauré initiated a solidarity cooperative to import fair-trade

and organic cotton goods made in India. FibrEthik was born.

Now well-established, FibrEthik is able to sustain, through its activities, social systems to facilitate the manufacture of garments in India, as well as stores in solidarity with the project that distribute the products. These include Ten Thousand Villages, Rien a cacher, Magasins du Monde, and more. Over the last few years, the cooperative has also been able to sustain different organizations and projects with printing and selling promotional T-shirts. These have included products for Earth Day, Equiterre and several documentary films, including *République, un abécédaire populaire*, from filmmaker Hugo Latulippe.

Drawing from his experiences, FibrEthik today collaborates with Consortium Evolution, a non-profit group, to give conferences on fair-trade business practices and fair-trade and organic cotton. For the FibrEthik team, it's a way to give value, through their expertise and their cooperative's products, to the guiding principles of the project; those of solidarity and social justice.

As well as being available at the above-mentioned stores, FibrEthik products can be purchased on-line at www.fibréthik.org.

Coopérative forestière de Girardville

Giving More Value to the Forest

Never mind just logging wood, there's a lot more money to be made by gardening the forest. The Girardville Forestry Co-operative (CFG) has been gathering biomass, mushrooms and spices from the boreal forest, and maximizing the value-added to these products, since 2006. And things are just getting started.

Guillaume Roy

Each year, the CFG plants over 20 million trees, the equivalent of over 10,000 football fields. It also harvests 300 000 cubic metres of wood, and readies over 10,000 hectares for its varied harvests.

"We've decided to become leaders in the field of every sector of activity in which we work," explains Jerome Simard, director general of the Co-op, which employs close to 500 people a year.

Since 2006, the CFG has decided to diversify its activities, and do more than the traditional.

"We wanted to make an expansion in line with the mission that we've given ourselves, which is to say both local and regional economic development and the creation of steady employment in a sustainable and profitable manner," adds Simard, who notes that the CFG does between \$25 and 30 million in business annually.

MAXIMIZING THE FOREST'S POTENTIAL

The CFG is always looking to make more with less, and much of this mentality

has to do with the co-op's physical location.

"If we look at Girardville on a map, we can clearly see we're in the woods," says Simard. "If we don't work with the resources of the forest, we're dead. With environmental regulations, we've got to constantly reduce our environmental impact, which means that each hectare needs to produce more riches."

A few years ago, the CFG launched its "Origina" line, which does all the seeking, gathering, transformation and distribution of the harvested plants. It then turns them into spices, teas, essential oils and cosmetics. The growing market in Non-Timber Forestry Products (NTFP) has allowed for such value to be added to woodland areas.

NEW MARKETS

The CFG believes so firmly in the development of new markets for its NTFPs that it has recently launched the NTFP Cooperative of Quebec, along with five other partners.

"We want to gather all the producers together, so that we can generate the type of volumes that will interest larger-scale buyers, and will ensure a steady supply of product," explains Simard.

For multinationals, a steady supply of product is needed when developing a market. And the model seems to be working. For example, Yves Rocher recently placed an order to the NTFP Co-op for a test run of product. The cosmetics company is experimenting with the possibility of developing a new cosmetics

line based on boreal forest plants. Updates will surely follow...

The NTFP Co-op also purchased over 4,000 kilograms of wild mushrooms last summer. The CFG bought part of this harvest, and added value to the harvest by turning the mushrooms into sauces and soups.

"We're always looking to be avant-garde," explains Simard. "We don't want to do what the others are doing, so we decided not to throw ourselves into the frozen or dried mushroom market. We wanted to optimize our crops by making a second value-added incentive."

WOOD AS A SOURCE OF ENERGY

In the spirit of maximizing value, the CFG has also launched two companies to make best use of woodland biomass. Resomass was launched first, and has become an integral piece of the provincial biomass value chain, from the harvest to distribution stages. Resomass is also a distributor of Okefen biomass generators. As well, CFG energy sells energy to its

clients.

"We don't sell biomass, we sell energy to our clients. We take care of everything, the equipment, the maintenance, the supply. On top of reducing heating costs, biomass permits us to reduce our dependence on fossil fuels. But most importantly, 100% of the money stays in the local economy, and we're keeping jobs in the region," explains Simard.

The CFG, along with several other regional partners, has also launched a cooperative to valorize biomass.

AND IT JUST KEEPS GOING

The cooperative hopes to re-open a sawmill in Girardville that closed in 2004.

"We're looking at different scenarios with a few partners. If it works out, I can assure you that we'll do things differently, and that we'll use the whole tree fibre, and that we'll create a value-added product," says Simard. The sawmill wouldn't be for a lack of projects, as the CFG is also set to create a real estate component, with seven houses to be entirely heated by biomass.

Translation: Miles Howe

C'EST PAR LES HOMMES ET LES FEMMES REGROUPÉS DANS DES CELLULES DÉMOCRATIQUES ET COOPÉRATIVES QUE LE MONDE POURRA CHANGER.



De partout dans le monde fusent des appels au changement. Alors que l'espoir est exprimé dans les grandes chartes des droits de l'homme ou dans les constitutions des pays, l'ultralibéralisme exacerbé éloigne les populations de ce noble projet. Apparaît plutôt un retour aux politiques individualistes, à l'impuissance citoyenne, aux inégalités, à un monde conflictuel et aux luttes des classes. Les chefs d'État et les chefs des banques centrales disent haut et fort qu'on ne peut agir comme si rien ne s'était passé. Mais, à ce jour, malgré leurs multiples rencontres, rien n'a vraiment changé.

Pourtant, le coopératisme, ce système fondé sur la liberté, l'égalité et la solidarité, a traversé les siècles, les guerres, les crises de toute nature — sans renoncer à ses valeurs et à ses principes. Il a permis à des millions de personnes de s'initier à la citoyenneté par l'éducation coopérative et la pratique de la démocratie participative. C'est par les hommes et les femmes regroupés dans des cellules démocratiques et coopératives que le monde pourra changer.

[Ce livre] engage les citoyens de bonne volonté à reprendre le contrôle de leur développement et à assumer pleinement leur rôle de citoyens conscientisés dans notre monde politique et économique avant qu'il ne soit trop tard.

LISE PAYETTE



Claude Béland a commencé sa carrière dans les années 1940, lorsqu'il fut caissier bénévole à la Caisse populaire d'Outremont, fondée par son père. En 1957, il obtient une licence en droit de l'Université de Montréal et pratique alors sa profession dans un bureau privé. Il devient notamment conseiller juridique de la Fédération des caisses d'économie du Québec en 1971, puis président du Mouvement Desjardins de 1987 à 2000. Porté par des valeurs coopératives, démocratiques et solidaires, Claude Béland continue de participer à la construction d'un monde meilleur.

En vente dans toutes les bonnes librairies ou en s'adressant à l'auteur : www.claudebeland.org

Citoyens

L'évolution du coopératisme dans le monde et au Québec

Pour changer le monde

«*Quand on dit qu'il faudrait changer le monde, les gens comprennent souvent : "il faudrait changer le système autour de moi, il faudrait que le gouvernement agisse autrement..." Mais on ne changera jamais le monde si on ne change pas l'individu. J'ai fait des organigrammes toute ma vie et ceux qui ont fonctionné c'est quand le personnel qui était dedans disait : "il faut que ça marche". Quand ils ne voulaient pas que ça marche, ça ne marchait pas.* » Auteur, conférencier et ancien président du Mouvement Desjardins, Claude Béland est catégorique : pour changer le monde, il faut d'abord se changer soi-même.

Nicolas Falcimaigne



L'évolution du coopératisme dans le monde et au Québec
Claude Béland
Éditions Fides
2012, 320 pages,
ISBN 978-2-7621-3491-9

Cet ouvrage, qui retrace l'évolution du coopératisme dans le monde et au Québec, est d'abord celui d'un praticien qui cumule des décennies de vécu. M. Béland est probablement une des personnes qui ont acquis la connaissance la plus intime des deux premiers siècles du mouvement coopératif.

Or, il devient de plus en plus évident que ce système est entrée dans une crise structurelle permanente qui se manifeste par : une pauvreté persistante et des inégalités croissantes et ce,

Le regard privilégié, il le jette sur le passé pour éclairer la voie vers un changement nécessaire. Changer le monde est selon lui un processus millénaire par lequel l'être humain s'affranchit du « courant primaire », celui des guerres, de la violence et de l'exploitation de son prochain, pour rejoindre le « courant civilisateur », celui de la démocratie, de la justice et du vivre ensemble.

C'est à travers alternance entre ces deux tendances, les avancées fragiles et les douloureux reculs, qu'il analyse l'histoire du monde. À partir de cette vision générale, il plonge ensuite au cœur des enjeux qui touchent les coopératives et le Québec.

Le coopératisme est une façon de le mettre le « courant civilisateur » à la portée de tous les citoyens, dans leur localité, pour répondre à des besoins qui les touchent directement.

S'engager dans le coopératisme, c'est se changer soi-même, et c'est donc changer le monde, une personne à la fois. Ce livre est un excellent guide pour y arriver.

Claude Béland fait relâche de sa chronique ce mois-ci, parce que cette colonne est consacrée à son livre. Coprésident d'honneur de la Coopérative de journalisme indépendant, éditeur du journal Ensemble, il a été président du Mouvement Desjardins de 1987 à 2000.



Éditorial

Économie solidaire : vers un nouveau paradigme du développement

À l'heure où l'économie de marché capitaliste s'impose partout sur la planète comme modèle hégémonique de développement, il est primordial que les diverses branches de l'économie sociale reviennent à leurs sources pour éviter qu'elles ne soient avalées par la vaste expansion de la mondialisation néolibérale. Face à la crise économique-financière mondiale et à la crise éco-environnementale globale, le mouvement de l'économie solidaire peut et doit faire plus que simplement combler le vide créé, d'un côté, par le recul de l'État et, de l'autre, par la privatisation à outrance de toutes les sphères de la vie sociale, économique et culturelle.

Simon Van Vliet

L'économie sociale telle qu'on la définit aujourd'hui, c'est-à-dire comme un ensemble d'activités et d'organismes issus de l'entrepreneuriat collectif et orientés autour d'un certain nombre de principes et de pratiques (solidarité, autonomie, démocratie, etc), est « née en même temps que le capitalisme et en réaction à lui », soulignait Martine d'Amours co-directrice du groupe de recherche sur les transformations du travail, des âges et des politiques sociales (Transpol) et directrice adjointe du Centre de recherche sur l'innovation sociale (CRISES). Rappelons que l'économie de marché n'était elle-même au départ qu'un sous-système économique qui fonctionnait plus ou moins en marge de l'économie féodale. Alors que le système féodal seffondrait, le capitalisme a progressivement pris sa place.

Or, il devient de plus en plus évident que ce système est entrée dans une crise structurelle permanente qui se manifeste par : une pauvreté persistante et des inégalités croissantes et ce,

malgré la création incessante de richesse ; une insécurité alimentaire chronique pour plus de deux milliards d'humains, en dépit du fait que la production alimentaire actuelle permettrait largement de répondre aux besoins d'une population mondiale deux fois plus nombreuse qu'aujourd'hui ; une réduction alarmante de la biodiversité et des changements climatiques rapides et profonds. À l'échelle locale comme à l'échelle globale, les entreprises d'économie sociale peuvent constituer des leviers de développement pour permettre aux collectivités de faire face à ces enjeux.

« Les coopératives ne doivent pas être heureuses de faire ce que l'État ne fait plus, » clamait Ricardo Petrella lors de sa conférence au Sommet internationale des coopératives, mettant en garde les leaders du monde coopératif contre la logique entrepreneuriale et managériale néolibérale qui s'impose de plus en plus dans les entreprises d'économie sociale. « Les coopératives ne doivent pas non plus être des concurrentes pour l'économie capitaliste de marché. La différence ne signifie pas faire différemment la même chose; la différence c'est être alternatif à l'économie capitaliste de marché. »

Cette alternative au modèle capitaliste, les coopératives, les mutuelles et les organismes à but non-lucratif l'incarnent au quotidien dans leurs valeurs comme dans leur action. En affirmant la préséance d'une finalité de service à la collectivité sur l'impératif du profit et du rendement financier, l'économie sociale réfute les suppositions de base du capitalisme. En défendant la primauté des personnes et du travail sur le capital, l'économie sociale refuse de soumettre les besoins et les aspirations des personnes aux intérêts du marché. En prônant une autonomie de gestion par

rapport à l'État et en mettant en œuvre des processus de participation et de délibération démocratique à partir de la base, l'économie sociale renforce la capacité des collectivités à l'autodétermination. En favorisant la prise en charge et la responsabilité individuelle et collective, l'économie sociale rompt avec l'attitude passive du laisser-aller politique et du laisser-faire économique.

Depuis la révolution industrielle, le modèle de développement capitaliste, fondé sur l'exploitation intensive des ressources humaines et naturelles en vue d'une rentabilité immédiate et d'une croissance infinie, s'est imposé à la fois comme système économique, social et politique dominant. Le défi de l'économie sociale est aujourd'hui d'articuler clairement son existence dans une perspective d'économie politique pour contribuer à définir un nouveau paradigme du développement.

Pour y parvenir, les entreprises d'économie sociale et solidaire doivent prendre garde de ne pas se laisser instrumentaliser. Ni par l'État qui cherche de plus en plus à se délester de ses responsabilités de protection et de régulation sociales, ni par les entreprises privées qui cherchent de plus en plus à se décharger de leurs responsabilités sociales et environnementales. Plus que jamais, le monde coopératif et associatif doit résister aux pressions politiques, sociales et économiques qui cherchent à l'institutionnaliser au sein du modèle dominant afin de donner un « visage humain » au capitalisme.

L'économie sociale représente aujourd'hui une force économique de premier ordre qui est pleinement en mesure de supplanter un capitalisme insatiable qui mène l'humanité à sa perte. L'année internationale des coopératives tire peut-être à sa fin, mais l'ère de l'économie solidaire ne fait que commencer.

Lettre

Pour un vrai virage vert

Les communautés côtières du golfe du Saint-Laurent jouissent pour le moment d'une économie orientée vers l'avenir, vers une véritable durabilité, fondée sur le tourisme et sur l'industrie de la pêche depuis plusieurs décennies. L'arrivée de l'industrie des hydrocarbures risque de compromettre durablement leur mode de vie et leur économie durant les décennies à venir.

Il est inacceptable de laisser naître une industrie aussi irresponsable que celle des hydrocarbures au sein d'un milieu si fragile. Cette industrie, datant du XX^e siècle, entraînera nécessairement un recul considérable de notre société. Alors qu'il est urgent d'enclencher une véritable décarbonisation de notre économie, on nous dit que ce développement sera effectué sans véritable danger, que nous devons explorer et exploiter ces ressources carbonées pour le bien de notre économie et pour la survie de nos régions.

Si le nouveau gouvernement péquiste veut être cohérent avec sa décision d'imposer un moratoire sur le gaz de schiste, il doit également inclure le pétrole de schiste et bannir toutes formes de fracturation. Nous demandons toujours le maintien du moratoire sur l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures en milieu marin dans la portion québécoise du golfe du Saint-Laurent ainsi que dans l'ensemble de ce même territoire, afin qu'il y ait une étude globale et indépendante au sujet des impacts.

Claudia Deroy, étudiante et membre du Comité EVB du cégep d'Amqui

RÉSOLUTION CONCERNANT L'INDUSTRIE DES HYDROCARBURES

CONSIDÉRANT les engagements pris par le Parti québécois lors de la campagne électorale de 2012 au sujet de l'adoption d'un moratoire sur le gaz de schiste et la fracturation hydraulique ;

CONSIDÉRANT les propos tenus par le député nouvellement élu Pascal Bérubé dans la circonscription de Matane-Matapédia au sujet du gaz et du pétrole de schiste : « On



Pauline Marois, première ministre du Québec s'est adressée au mouvement coopératif lors du Sommet international des coopératives de Québec 2012, le 8 octobre dernier.

ne peut mettre en danger la santé publique et notre environnement par l'entremise de notre eau. Je suis intraitable sur ces questions. Une expérimentation de ces projets par fracturation est très risquée sur le plan environnemental et non rentable pour les Québécois. » Donc, celui-ci s'est engagé à s'opposer fermement en tant que député à l'exploration et l'exploitation des

gaz et pétroles de schiste sur le territoire ; CONSIDÉRANT l'existence de plusieurs formes de fracturations utilisées par l'industrie gazière et pétrolière en Amérique du Nord, ne pensons qu'à la fracturation au propane, effectuée au Nouveau-Brunswick en 2009 ;

CONSIDÉRANT le fait que l'industrie ne cesse de progresser dans l'Est-du-Québec, malgré les inquiétudes et les oppositions manifestées par plusieurs citoyens et groupes ; CONSIDÉRANT QUE le Parti québécois fait la promotion du programme Maître chez nous phase II et que Daniel Breton a été élu dans son comté et est devenu Ministre de l'environnement ;

CONSIDÉRANT QUE la députée nouvellement élue Martine Ouellet a annoncé le 20 septembre 2012 que le Parti québécois imposerait un moratoire complet sur l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ;

Nous exigeons la tenue le plus rapidement possible d'un grand débat public sur l'avenir énergétique du Québec à l'instar de celui mené par le Parti québécois de Jacques Parizeau en 1995 qui donna naissance au rapport intitulé *Pour un Québec efficace*. Nous demandons, officiellement, un moratoire complet sur l'industrie des hydrocarbures, incluant le pétrole de schiste et les forages en milieux marins, ainsi que l'interdiction d'utiliser la fracturation, quelque soit sa forme puisque les risques sont trop importants concernant l'environnement, la santé humaine et l'économie.

Idées

Géant économique, nain politique



Illustration: Bruno Marcheterre



Illustration: Alexandre April

En reprise - Paru l'an dernier dans le dossier du monorail, ce dessin d'Alexandre April est plus que jamais d'actualité.

Ensemble à la radio le jeudi!

9h45 L'article du jour à CIBL 101,5 Émission À l'échelle humaine Écoute en direct : http://s.coop/cibl	12h35 Parlons coop avec Nicolas Falcimaigne à Canal M (un jeudi sur deux) Émission Midi 14h http://s.coop/canalm	12h-13h Chronique Ensemble avec Simon Van Vliet Produite dans le cadre de MAIS l'émission, CISM 89.3 http://maislemission.blogspot.ca/
--	---	---

La Chronique Ensemble, d'une durée de 8 minutes, est disponible pour téléchargement et rediffusion gratuite sur toutes les radios coopératives ou d'économie sociale, à partir de sa publication sur www.journalensemble.coop

Quelques uns des nombreux ouvrages lancés à l'occasion du Sommet international des coopératives Québec 2012. L'Année internationale des coopératives a donné lieu à une effervescence des idées dont on commence à peine à mesurer l'ampleur. La liste complète des livres lancés officiellement le 9 octobre est disponible ici : <http://s.coop/12y1e>

Photo : Nicolas Falcimaigne

Idées

Médias

L'information, la nécessaire perspective citoyenne

Retrouver la voix

Saisissant voyage au cœur de la concentration de la presse au Québec, le récent ouvrage de Raymond Corriveau et Guillaume Sirois, *L'information, la nécessaire perspective citoyenne*, est aussi un appel à baliser ce secteur d'activité pour rendre sa voix, ses voix, au citoyen.

Nicolas Falcimaigne



L'information : la nécessaire perspective citoyenne
Raymond Corriveau, Guillaume Sirois
Presses de l'Université du Québec
2012, 152 pages,
ISBN 978-2-7605-3419-3

du côté du citoyen, regard inusité dans l'industrie, ils dressent une impressionnante revue de la littérature et proposent des solutions qui ne laisseront personne indifférent. Les constats principaux de la tournée réalisée par le Conseil de presse du Québec en 2008, alors que M. Corriveau en était le président, sont repris avec l'évidente intention de diffuser ce qui était alors passé inaperçu dans les médias, pointés du doigt.

Sensationalisme, manque d'équilibre et de suivi, absence de mise en contexte, uniformisation et nivellement de l'information, pauvreté de la langue, mélange des genres et isolement des régions : les doléances des centaines de citoyens rencontrés partout au Québec s'adressent particulièrement aux conglomerats qui contrôlent l'essentiel des médias.

« Au Québec, ces deux groupes détiennent 97 % du tirage de tous les quotidiens francophones », rapportent prudemment les auteurs à propos de Gesca et de Quebecor. En fait, les autres 3 % du tirage sont imprimés et distribués par l'un des deux groupes, et l'autre groupe possède aussi un des principaux producteurs de papier. En quelques pages, le lecteur découvre un aperçu de l'histoire et des ramifications des deux empires, suffisamment pour perdre espoir en ce quatrième pilier de l'État démocratique qu'est le secteur de l'information.

Après avoir démontré l'extrême marchandisation et la négligence dont souffre ce secteur, confisqué au citoyen par l'économie de marché, les auteurs proposent une série de solutions qui pourraient bien devenir l'encadrement constitutionnel du droit à l'information : financement par l'État (comme en culture), création d'un ordre professionnel et d'un véritable tribunal administratif, meilleure éducation à l'information et développement de la presse communautaire, coopérative et indépendante, soutenue dans les régions par le réseau de Télé-Québec.

Raymond Corriveau fait relâche de sa chronique ce mois-ci, parce que cette colonne est consacrée à son livre. Coprésident d'honneur de la Coopérative de journalisme indépendant, éditeur du journal Ensemble, il a été président du Conseil de presse du Québec de 2004 à 2009.



Ensemble • Novembre 2012 • 13

Relais de la Tribu
Ensemble, on va plus loin

Compétition, concurrence, productivité, rendement. L'économie de marché néolibérale a des allures de course folle où le succès se mesure à l'aulne des records de vitesse battus et de la capacité à distancer le reste du peloton. Rien à voir avec l'esprit du Relais de la Tribu : une course à pied reliant Montréal à Québec, organisée par la fondation DesÉquilibres, les 6 et 7 octobre 2012, dans le cadre de l'Année internationale des coopératives. À l'arrivée, le journal Ensemble s'est entretenu avec l'un des coureurs, Pierre-Olivier Latrémouille, conseiller en gestion au Réseau de la coopération du travail et Québec (RÉSEAU).

Simon Van Vliet

La course de 250 km, durant laquelle cinq athlètes se relaient sur des distances d'environ 10 km, est une activité de financement pour la coopérative DesÉquilibres Québec, dont les revenus visent à mettre en place des programmes sportifs comme outil d'intervention sociale auprès de jeunes vulnérables, âgés de 16 à 25 ans. La fondation DesÉquilibres organise cet évènement « comme campagne de promotion et de financement pour ses projets éducatifs d'insertion et de coopération avec

les jeunes au Québec », explique Pierre-Olivier Latrémouille. L'équipe du RÉSEAU, composée d'employés, de membres de coopératives affiliées ou de sympathisants à la cause, a donc décidé de « relever le défi au nom de la coopération, de la coopération du travail et des jeunes ».

Cette 3^e édition du Relais de la Tribu représentait une façon originale de marquer l'Année et le Sommet internationale des coopératives et d'y inclure les jeunes. Il y a d'ailleurs deux équipes de jeunes qui ont participé à la course et qui sont arrivés sur les plaines d'Abraham, la veille de l'ouverture du Sommet.

« C'est vraiment un bel exploit », dit Pierre-Olivier Latrémouille dont l'équipe n'a pas réussi à compléter la course. Il précise néanmoins que son équipe comptait « un coureur-étoile qui a accompli in extremis ses cinq relais, en finissant deux relais de suite à 3 heures du matin ». Il s'agit de Charles-Hugo Maziade, coordonnateur et agent de sensibilisation à La Forêt d'Arden, une coopérative de travailleurs établie à Lévis qui œuvre dans le secteur de l'éducation à l'environnement.

« Ça été exigeant sur le plan physique, souligne Pierre-Olivier Latrémouille. On est vraiment allé au bout de nous-mêmes, de nos capacités. » Chose certaine, les coureurs et les



L'équipe Coopsco ETS (école de technologie supérieure), une des deux équipes du milieu coopératif avec celle du RÉSEAU. Photo : DesÉquilibres

coureuses ont appris une leçon importante de coopération : « Le fait de parcourir une distance qu'on n'aurait jamais pu parcourir seul, on le fait en équipe en s'entraînant entre les coureurs d'une même équipe, mais aussi entre les équipes. » C'est précisément l'esprit

du Relais de la Tribu, tel que Pierre-Olivier Latrémouille le formule : « Promouvoir la coopération, non seulement dans la sphère économique, dans les entreprises, mais aussi comme philosophie de vie. »

Avec Nicolas Falcimaigne.

Coopérative Les Faux-Monnayeurs
Ils effraient le marché

La Coopérative Les Faux-Monnayeurs se consacre au développement de la scène culturelle québécoise en offrant des services de gérance, de booking et de production de spectacles à des artistes et à des groupes de musique de différents horizons : de l'électropop à la musique du monde, en passant par le folk, le rock et la chanson pour enfants. Fondée en 2002 pour assurer la gestion du groupe Tomas Jensen & Les Faux-Monnayeurs, la coopérative regroupe maintenant une dizaine d'artistes solos et de groupes.

Simon Van Vliet

Les faux-monnayeurs / Ont un cœur en papier / Ils savent que le Bonheur / N'est pas dans les billets / Des pinottes, des dollars / Des yens, des marks, des francs / C'est juste des histoires / Pour endormir les gens / Les faux-monnayeurs / Sont révolutionnaires / [...] Ils effraient le marché / Et défraient la chronique / Ils sont riches sans jamais / Avoir gagné du fric

Le texte de la pièce Les Faux-Monnayeurs, parue il y a 10 ans sur l'album Pied-de-nez, traduit bien l'esprit du groupe. Formé de Tomás Jensen, Philippe Brault, Pierre-Emmanuel Poizat, Martin Desranleau et Némó Venba, le groupe Les Faux-Monnayeurs en était à l'époque à son deuxième disque.

« On cherchait une façon démocratique de gérer nos affaires, sans que ce soit à but lucratif », explique Tomás Jensen, président-fondateur de la coopérative. Après avoir étudié diverses

options, Les Faux-Monnayeurs ont fondé une coopérative de producteurs : une première du genre dans le secteur de la musique.

La nouvelle coopérative, chargée de la gestion et de la production des spectacles des Faux-Monnayeurs, a notamment permis au groupe de déposer des demandes de subventions pour la réalisation de son troisième album, Tomás Jensen & Les Faux-Monnayeurs, paru en 2004.

L'année suivante, Jean-François Guindon, producteur, gérant et agent d'artistes, a approché Les Faux-Monnayeurs en leur proposant de faire entrer d'autres groupes au sein de la coopérative. Comme le modèle coopératif servait bien les affaires du groupe, les membres ont décidé de s'ouvrir à d'autres artistes.

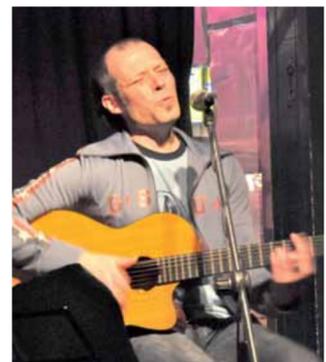
« Depuis, il y a plusieurs bands qui sont passés ou qui sont restés à la coop », souligne Tomás Jensen. Le groupe de musique Les Faux-Monnayeurs a cessé ses activités en 2006 et ne fait donc plus partie des membres actifs de la coopérative. La coopérative regroupe aujourd'hui une impressionnante brochette d'artistes et de groupes de diverses influences musicales.

Le collectif Nomadic Massive donne dans le hip-hop interculturel engagé. Le sextuor de multi-instrumentistes Sagapool (anciennement nommé Manouche) fait dans le métissage folk-jazz-musique du monde et vient de remporter le Félix de l'album instrumental de l'année à l'ADISQ. Paul Cargnello, un

auteur-compositeur-interprète montréalais, propose un folk-rock-blues-reggae bilingue. Le chansonnier Francis d'Octobre chante un pop-rock intimiste. Les Tireux d'Roche remettent la musique traditionnelle au goût du jour. L'auteure-compositrice-interprète Micoe, originaire de Québec, fait de l'électro-pop. Chloé Pelletier-Gagnon (alias Klò Pelgag), est une chanteuse de folk-contemporain. L'auteur-compositeur-interprète d'origine gaspésienne, Guillaume Arseneault, donne dans le folktronica. Le groupe Henri Godon se spécialise dans la musique pour enfants. Le quintet Tram des Balkans métisse les sonorités d'Europe Centrale et de l'Est avec toutes sortes d'autres influences musicales.

Tomás Jensen demeure le président du Conseil d'administration, où chaque artiste est représenté individuellement de façon à ce que tous les membres puissent s'exprimer sur un pied d'égalité. « Chaque membre d'un groupe a une voix et chaque artiste solo a une voix », explique-t-il. Ceci assure que tous les membres puissent soumettre leurs projets de disque, de spectacle ou de tournée à la coopérative. Une fois les projets acceptés, la coopérative perçoit un pourcentage sur les cachets de chaque membre qui est réinvesti dans les projets communs.

Contrairement à ce qui se produit dans une agence de gestion d'artistes ou dans une entreprise de production à but lucratif, les revenus générés par les artistes ne leur échappent pas pour aller dans les poches de



Tomás Jensen, président de la Coopérative Les Faux-Monnayeurs, dirige maintenant le groupe Hambre et joue souvent simplement en solo au P'tit bar, dans le Quartier latin de Montréal. Photo : Nicolas Falcimaigne

leurs gérants ou de leurs producteurs. La formule coopérative garantit aux artistes que les bénéfices générés par leurs activités leur reviennent. En étant plus impliqués dans la gestion de leurs affaires, les membres de la coopérative se prémunissent en outre des mauvaises surprises qui peuvent guetter des artistes qui confient leurs avoirs à des agents peu scrupuleux.

Rappelons à titre d'exemple, le cas de l'auteur-compositeur-interprète montréalais de renommée internationale, Leonard Cohen, qui a été obligé de reprendre sa carrière en 2008, après avoir perdu cinq millions de dollars aux mains de son ancienne amante et imprésario, Kelley Lynch. Les choses auraient-elles été différentes pour M. Cohen s'il avait confié ses affaires à une coopérative ?

Imagine 2012
Si la coopération nous était contée

Parler de coopération, c'est parler par images. La coopération, c'est une histoire, des milliers d'histoires. Et une histoire, ça se raconte. Le colloque Imagine 2012 a donc servi de scène pour des fables coopératives qui méritent notre attention.

Anne-Marie Merriën et Claude-André Guilloite

Imagine 2012 visait à faire prendre conscience du paradigme dans lequel la planète se retrouve.

LE PÊCHEUR ET LE FINANCIER

Le pêcheur (sociétaire d'une coopérative de producteurs) allait à la mer tous les matins, pour quelques heures. Il récoltait quotidiennement une quantité de poissons qui lui permettait de vivre décemment. Après la pêche, il passait du temps avec ses enfants et sa femme, se reposait en après-midi et complétait sa journée par quelques menus travaux et en contemplant le paysage.

Un jour, un financier vint le voir. Il demanda au pêcheur pourquoi il ne restait pas plus longtemps en mer. Le pêcheur lui demanda : « Pourquoi? » Le financier lui expliqua qu'en restant en mer plus longtemps, il pouvait pêcher plus de poissons et les vendre pour ainsi faire plus d'argent.

Le pêcheur rétorqua : « Pourquoi faire plus d'argent? » Le financier poursuivit avec une évidence : « Pour pouvoir se procurer un deuxième bateau et pêcher plus. » Perplexe, le pêcheur réitéra son interrogation : « Pourquoi vouloir pêcher plus? »

Le financier ne comprenant pas l'incompréhension de son interlocuteur lui lança : « Parce qu'une fois le deuxième bateau payé, il faudra le vendre et une fois vendu, avec l'argent réalisé tu pourras profiter de la vie, soit passer du temps avec tes enfants et ta femme, te reposer en après-midi, et t'occuper de ta maison et profiter du paysage. »

Le pêcheur rétorqua : « Mais je profite déjà de la vie ! »

Cette fable, racontée par Ed Mayo, de Cooperatives UK, démontre l'importance de se questionner sur les raisons motivant nos actions en général et celles des coopératives en particulier. Comprendre le pourquoi permet effectivement de guider nos pratiques, c'est-à-dire le comment.

Cette fable mettait la table à une seconde, puis à une troisième, mythologiques cette fois.

ULYSSE ET ORPHÉE

Deux personnages épiques incarnent les deux rationalités fondamentales qui distinguent l'approche corporatiste de l'approche coopérative.

Le premier personnage est Ulysse. Curieux et déterminé qu'il était, Ulysse voulait écouter le chant des sirènes malgré le danger que leur chant représentait. Les sirènes attiraient les marins vers les récifs par leur chant pour ensuite les dévorer. Ulysse ne put résister à la tentation. Il força donc les marins à se boucher les oreilles pour ne pas être séduits par les elles. Pour sa part, Ulysse s'enchaîna au mât pour pouvoir les entendre sans tomber sous leur charme. Pour arriver à ses fins, il utilisa la contrainte et la privation de liberté.

Le second personnage mythologique est Orphée. Ce héros était chef de nage, ce qui signifie que par son chant il dictait le rythme des rameurs en mer. Orphée mit son chant au service de son expédition et neutralisa le pouvoir séducteur des Sirènes. Il donna à son groupe et tous en sortirent gagnant.

Ces histoires, contées par le professeur Stefano Zamagni de l'Université de Bologne, nous rappellent que si les choix sont faits dans une perspective individualiste, on met de côté la liberté des autres et on crée de l'injustice. A contrario, Orphée a choisi la voix de la réciprocité, puisque la solution privilégiée a assuré que tous demeurent libres et que tous puissent profiter de cette expérience. Les coopératives et les mutuelles

proposent une réelle alternative, grâce à la réciprocité, en maintenant à la fois la liberté

et la justice pour tous. Lire la suite sur www.journalensemble.coop

CRÉ
Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches

Région
Chaudière-Appalaches

La coopération c'est dans notre ADN

6, rue Saint-Jean-Baptiste Est, bureau 101, Montmagny (Québec) G5V 1J7
www.chaudiere-appalaches.qc.ca

2012
Année internationale des
Coopératives

MONTRÉAL:
FRENCHÉ-MOI!

101.5
Animer Montréal

La radio qui donne des idées



C'est votre abonnement qui rend possible le Journal Ensemble!

Pour vous abonner :

Abonnement papier : 100\$*

Abonnement courriel (PDF) : 45\$*

* Incluant les parts sociales de 20\$ et le rabais prévente

**PRÉ-VENTE
10\$
DE RABAIS**

**SUR
L'ABONNEMENT
PAPIER**

POUR UNE DURÉE LIMITÉE!

Nom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Téléphone : _____

Journal d'information indépendant, Ensemble se donne la mission d'améliorer l'accès des citoyens à l'information, particulièrement sur la coopération, les coopératives, la citoyenneté et la démocratie. Avec ce journal indépendant, la coopération pourra être portée à l'attention du grand public, qui bénéficiera également d'un accès coopératif à l'information. Un journal équitable, pour un monde équitable et solidaire.



Je transmets cet abonnement avec le paiement du total (_____ \$) à l'adresse suivante :

Journal Ensemble. C.P. 20069, Succursale Belvédère, Québec (Qc), G1S 4Z2
581-997-7583 - www.journalensemble.coop

Adhésion et abonnement en ligne : coop@journalensemble.coop

Parce qu'ensemble, on va plus loin.
www.journalensemble.coop

Ensemble

Presse coopérative et indépendante

www.journalensemble.coop

